Internazionale

INTERVENTO TUI PER DURBAN (versione francese)

, 05/10/2016

Chers Camarades,

Secrétaire Générale Mavrikos,

Présidence du XVIIème Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale,

Au nom des millions de travailleurs affiliés à la TUI PS & A, j'adresse mes salutations les plus chaleureuses aux délégués et à toutes les organisations membres de la FSM qui se réunissent aujourd'hui afin de donner un nouvel élan et développer ultérieurement notre grande organisation internationale.

Dans les 5 dernières années, la FSM s'est developpée sur tous les continents et dans tous les secteurs, en démontrant que la FSM soutient la solidarité internationale, les luttes , la capacité de résister aux projets criminels du Capital, ainsi que la nécessité d' un mouvement syndicale de classe sans aucun lien avec le Capital.

Les caractéristiques des politiques capitalistes qui dominent dans la plupart des pays à travers le monde sont les suivantes: centralisation et concentration du Capital et de la richesse, financiarisation de l'économie, attaque systématique aux fonctions sociales de l'État, qui ont été conquises grace à la lutte des travailleurs et des peuples, marchandisation de toutes les sphères de la vie sociale dans une logique de privatisation de tout ce qui peut générer plus de revenus pour le Capital, atteintes au droit international et à la souveraineté

des Etats, centralisation du pouvoir politique et sa soumission au pouvoir economique et aux stratégies de militarisation des relations internationales.

Dans son ensemble et partout dans le monde, la FSM est engagée dans la lutte contre les politiques capitalistes, afin d'éradiquer l'exploitation de l'homme par l'homme.

La TUI PS & A, qui a tenu son douzième congrès à Katmandou au Népal en Février 2015, est engagée, comme les autres TUI, dans la promotion de la croissance, l'extension et le développement de l'ensemble de la FSM.

Aujourd'hui et dans le monde entier, les travailleurs du secteur public subissent les attaques féroces du Capital et des patrons.

La crise systémique du Capital, qui a commencé aux Etats-Unis en 2008, a affecté le monde entier et ses effets dévastateurs ne cessent pas d'augmenter. Cette crise a favorisé les attaques aux services publics et aux conditions de travail dans les bureaux et dans les entreprises et visent à détruire les acquis du mouvement ouvrier international, notamment en ce qui concerne d'éducation, la protection de la santé et des retraites.
Après les énormes progrès que le mouvement syndical avait imposés à l'échelle internationale grâce à la création des systèmes de Sécurité Sociale suite à l'avènement du socialisme, le Capital essaye aujourd'hui de récupérer ce qui avait été forcé d'octroyer après la Seconde Guerre mondiale.
Dans tous les pays, le développement des fonctions sociales de l'État a favorisé une réduction importante des inégalités. Ces progrès, au contraire, risque un fort recul aujourd'hui.
Le principal outil mis en œuvre par la bourgeoisie et les gouvernements capitalistes est la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie et un développement réalisé par le biais d'un transfert d'actifs, qui étaient garanti jusqu'aujourd'hui par le monopole de l'Etat, à des particuliers. Tout cela afin d'assurer aux entreprises et aux monopoles privés l'accumulation de grandes richesses, alors que les populations subissent la hausse des prix et la réduction de la diffusion et de la qualité des services.
Au fil des années, les gouvernements capitalistes ont scientifiquement œuvré à ce que les services publics se dégradent et deviennent de mauvaise qualité. Fermeture d'écoles, hôpitaux et d'autres services à la communauté, ainsi que des coupes aux service sociaux et aux retraites ont été effectués, afin d'affirmer que le système public n'était plus en mesure de garantir l'efficacité et la qualité des services et, par conséquent, il était inévitable de confier ces services à des entreprises privés.
Bien entendu, à ce que cette opération réussisse, il était nécessaire de rendre les services publics inefficaces, en attaquant également les droits des travailleurs du secteur public, notamment le droit de grève et d'organisation syndicale, et en imposant, avec la complicité des syndicats affiliés à la CSI, une réduction des effectifs sans assurer les remplacements nécessaires, une réduction des salaires, le gel des avancement de carrière, l'interdiction des négociations collectives, l'augmentation des heures de travail, la prolifération du travail précaire.

Suite au Congrès de Katmandou, la TUI PS & A a repris un nouvel élan dans ses activités de lutte contre les privatisations et contre l'agression de la part du capital aux services publics et aux travailleurs des services publics. En particulier, le TUI PS & A se bat pour des services publics modernes, efficaces, de bonne qualité, universels et gratuits, afin de répondre aux besoins réels des travailleurs et des personnes. La TUI PS & A lutte également contre l'externalisation ou la privatisation des services publiques, en rejetant leur utilisation pour des finalités d'accumulation de profits par l'oligarchie. Cette organisation lutte en faveur de l'abrogation de toutes les normes concernant les droits des travailleurs de l'administration publique dans les pays où ces normes sont imposées, ainsi que pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs de l' administration publique, y compris des salaires plus élevés et des horaires de travail qui soient plus compatibles avec la vie personnelle et familiale des travailleurs. La TUI PS & A souhaite mettre fin à la précarité des contrats de travail et offrir des garanties dans le secteur public, afin de protéger son indépendance par rapport aux gouvernements capitalistes, à la fois au niveau de l'administration central et aux niveaux régional et local, ainsi que dans les entreprises où l'Etat détient une participation. La TUI PS & A souhaite également exercer le droit à la liberté syndicale (liberté d'association et participation ou d'organiser des réunions et des démonstrations et ainsi de suite) dans tous les lieux de travail et le droit à la négociation et à la signature de conventions collectives. Cette organisation envisage également la mise en œuvre de politiques sociales qui répondent aux intérêts du peuple et des travailleurs en vue répartition plus équitable des richesses par le rejet des politiques sociales volontaristes. La TUI PS & A rejette toutes les politiques néolibérales et d'austérité qui, dans de nombreuses régions du monde, visent à détruire l'emploi et les droits sociaux des travailleurs et des peuples.

Lutte pour la paix et solidarité internationale contre la guerre, contre le militarisme, l'agression, l'ingérence et les blocs qui minent les intérêts des travailleurs et des peuples - défense de la souveraineté nationale, pour l'auto-détermination des peuples. Pour la première fois, nous avons promu et mis en œuvre une journée internationale de lutte contre les privatisations. Cette journée s'est déroulée dans de nombreux pays à travers le monde le 4 avril 2016. Cette journée a vu également l'engagement des travailleurs de domaines affiliés à d'autres TUI (transport, école, et ainsi de suite).

Pour l'avenir, nous avons décidé de promouvoir la participation des travailleurs et nos initiatives, en étendant la mobilisation à une «semaine de lutte contre les privatisations» qui aura lieu toujours au début du mois d'avril chaque année.

En ce qui concerne la structure des TUI régionales, jusqu'à aujourd'hui nous avons pu convoquer et organiser la TUI PS uniquement en Europe. Dans les prochains mois, nous allons convoquer d'autres réunions régionales, dans l'espoir d'une plus grande collaboration des vice-présidents régionaux et de pouvoir réactiver nos relations dans tous les continents. Nous avons dû remplacer le vice-président pour l'Amérique latine et cela a causé du retard dans le développement de l'organisation dans cette région.

Sur le plan économique, très peu d'organisations versent leurs cotisations annuelles, et cela nous pose des sérieux problèmes pour l'organisation des réunions, l'édition de matériel de promotion et ainsi de suite. Néanmoins, nous avons ouvert un site Web et une page facebook et nous invitons toutes les organisations à envoyer des informations sur leurs activités de luttes et leurs initiatives, en vue de créer, dès que possible, un bulletin d'information périodique international.

Malgré les difficultés que nous avons rencontrées dans la reconstruction de la TUI PS & nous sommes maintenant déterminés à poursuivre notre travail que nous estimons très utile pour la FSM et nous demandons aux organisations et aux confédérations de tous les pays où la FSM est présente de nous aider dans la promotion de l'affiliation à la TUI des syndicats du secteur public et à renforcer l'engagement en faveur du développement de la TUI PS & A et de l'ensemble de la FSM.